Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

154-155 | 2018

Violences et terreurs

Montes de María : une hétérotopie latino-américaine

Los Montes De María: A Colombian Heterotopia in the Face of Violence

Gustavo González Geraldino

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7131>

DOI : 10.4000/jda.7131

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 109-135

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Gustavo González Geraldino, « Montes de María : une hétérotopie latino-américaine », *Journal des anthropologues* [En ligne], 154-155 | 2018, mis en ligne le 15 novembre 2020, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7131> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7131>

MONTES DE MARÍA : UNE HÉTÉROTOPIE LATINO-AMÉRICAINE

Gustavo GONZÁLEZ GERALDINO*

Les Montes de María sont une région culturellement construite, située dans la macrorégion de la côte Caraïbe colombienne et non reconnue comme une région dans l'ordre politique et administratif. Sa délimitation a été historiquement définie de nombreuses façons selon les intérêts politiques, économiques et militaires de celui qui la délimite, mais toujours dans l'espace biogéographique de la Serranía de San Jacinto. Dans le cas d'espèce, on a utilisé la délimitation la plus récemment acceptée, qui consiste en une zone de près de 3 000 km², couvrant jusqu'à dix-sept municipalités appartenant à deux départements. Ses montagnes difficiles à atteindre, au milieu des vastes plaines des Caraïbes et à proximité du fleuve Magdalena (le plus long du pays) à l'est et de la mer des Caraïbes à l'ouest, ont fait de la région un lieu de refuge et de protection pour les immigrants persécutés et illégaux, ainsi qu'une zone spéciale d'intérêts économique, politique, social et militaire

---

* Universidad de Barcelona – Clínica Jurídica « Género y derecho Antidiscriminatorio » – Av. Diagonal, 684 – Despacho 214, 2a planta. Edificio Ilerdense – Barcelona (Espagne)

Universidad de Cartagena – Observatorio de Desplazamiento Forzado y Construcción de Paz, en centro Histórico, Cra 6, Calle N° 36-100. Claustro de San Agustín – Cartagena (Colombia)

Courriel : gustavo3g@gmail.com

stratégique pour les Caraïbes et le pays, du début de la colonie jusqu'à sa fin.

Le caractère de sa population est intimement associé aux conditions géostratégiques de la région. Jusqu'à l'époque précolombienne, c'était le territoire exclusif des Indiens zenú. Au début de l'ère coloniale les esclaves africains, ayant fui Cartagena de Indias¹, se sont réfugiés dans le nord de la région et ont établi les communautés marronnes ; les communautés indigènes zenú sont restées dans le sud et entre les deux on trouvait des communautés « libres, de toutes couleurs » (y compris européennes) qui avaient fui les punitions et la servitude des institutions coloniales. Ainsi, le territoire montemarien avait une population originale basée sur la résistance et la différenciation raciale.

Cet ordre racial du territoire, surgi de l'altérité et la résistance à la proposition coloniale hégémonique, était perçu par la Couronne espagnole comme un danger pour la sécurité de Cartagena de Indias. Le caractère subversif de la région est devenu légendaire, construisant un statut élevé au sein du mouvement indépendantiste de l'époque, agissant comme une zone d'accueil et de protection pour les guérillas libérales du début du XX^e siècle, et plus tard comme une scène pour la gestation d'une guérilla libérale durant la période de la « violence » (1948/58) et celle de libération nationale et révolutionnaire tout au long du récent conflit armé colombien.

L'économie de ce territoire, où l'illicite était légitime, n'a pas été initialement intégrée dans les marchés coloniaux. L'agriculture familiale, le commerce et la contrebande représentaient la base économique de la région jusqu'à l'irruption de l'aménagement du territoire espagnol. Le modèle ibérique de concentration de la population a généré deux phénomènes qui définissent la structure agricole encore en vigueur dans la région. Il a construit une distribution inégale de la terre, constituant de grands domaines fonciers entre les mains de quelques familles tandis que les autres habitants manquaient de terres pour assurer leur subsistance. Cette

---

¹ Principal port négrier de la région.

main-d'œuvre sans terres, sans travail et disponible a donc été le moyen le plus efficace pour réduire en semi-esclavage les populations métisses (Meisel, 1980).

Ce sont alors établies une nouvelle forme d'exploitation de la main-d'œuvre et une nouvelle forme d'usage des terres, créant une structure agraire conflictuelle toujours en vigueur. On y trouve une opposition de classes et de races : propriétaire/éleveur relevant du modèle capitaliste /S pauvres « libres de couleurs », sans terre ou petits propriétaires, dans un système d'agriculture familiale ou d'économie communautaire. Les agriculteurs assuraient leur auto-subsistance et cultivaient le tabac qu'ils commercialisaient, légalement ou illégalement, faisant de la région le plus grand producteur de tabac du pays. C'est le premier produit d'exportation dans la lente et tardive transformation de l'économie coloniale en économie capitaliste (Ocampo, 1990 ; Tovar, 1987). Ainsi, c'est à partir de ce que Foucault (1984) a appelé une « hétérotopie » que la région commence à briser les fondements coloniaux de son économie. Dans ce cas la notion d'hétérotopie reporte à ces territoires infranationaux caractérisés par des conditions biogéographiques exotiques, des identifications ethniques et culturelles marginalisées, une organisation juridique institutionnelle dysfonctionnelle par rapport au modèle du reste du pays, et des pratiques sociales, économiques et politiques de l'altérité qui peuvent représenter un certain niveau de déstabilisation pour les pratiques établies hégémoniquement.

L'économie du tabac fut configurée comme un nouveau pilier pour la construction différenciée de l'État national sur le territoire montemarien. Elle a soutenu les mouvements sociaux et subversifs de la région, a maintenu la population paysanne en dehors de la bureaucratie et des institutions étatiques et a développé des propositions de réorganisation et d'autonomie administrative et fiscale du territoire (Posada, 1998 : 91 ; CMH, 2009). Ces conditions ont permis la captation totale des institutions de l'État par les propriétaires fonciers et les éleveurs, avec pour conséquence l'établissement d'un système de clientèle pour la distribution des ressources de l'État.

Dans le même temps, la mobilisation sociale paysanne – la plus importante de l'histoire du pays – s'est confrontée au pouvoir des propriétaires fonciers et a déstabilisé les relations de servitude par la redistribution des terres. Ainsi, les institutions sociales, politiques et économiques d'origine exogène coexistaient, selon les canons euro-centrés de l'État-nation, avec des institutions endogènes construites historiquement par les populations de la région.

Dans les années 1960/70, sur les conseils des États-Unis, le gouvernement national a fait pression en faveur d'une réforme rurale pour mettre fin à l'insatisfaction des paysans. Comme au Sud Vietnam, une politique de « la terre à ceux qui la cultivent » a été introduite et, à partir de là, la paysannerie du pays a été organisée, mais les paysans de la région se sont radicalisés, formant leur propre organisation et s'éloignant de la ligne institutionnaliste. La lutte démocratique pour la récupération des terres s'est développée, ce qui a permis de redistribuer près de 63 000 hectares de terres au cours des cinq premières années d'action (Pérez, 2010). Au milieu des années 1980, le mouvement paysan a réussi la redistribution d'un quart des terres de la région, la modernisation des relations entre propriétaires terriens et paysans, la fin du système de location et de métayage et la généralisation du régime de travail salarié (Zamosc, 1990). La mobilisation paysanne et ses résultats ont été assumés par les propriétaires terriens comme la matérialisation de la « menace communiste » venant d'Amérique centrale et du sud de la Colombie, de sorte que, grâce aux forces étrangères et à la doctrine de sécurité nationale, la violence institutionnelle et le paramilitarisme ont réprimé et déstructuré le processus à travers le meurtre, la disparition, la menace et l'emprisonnement des paysans.

Depuis le début des années 1980, la région est une zone de conflit pour le contrôle stratégique et territorial (Pecaut, 2004). Depuis lors, six guérillas, quatre générations de paramilitaires et les forces armées de l'État ont cherché à s'imposer, faisant près de 500 000 victimes de graves violations des droits de l'homme, dont

93,7% entre 1996 et 2008². Les principaux acteurs étaient les paramilitaires qui, agissant au nom et avec la complaisance des forces militaires, ont utilisé des méthodes de terreur telles que les déplacements forcés, les assassinats et massacres sélectifs, les disparitions forcées, la torture et la violence sexuelle. Pour leur part, les guérilleros ont utilisé le sabotage des infrastructures, les enlèvements, l'extorsion, les assassinats sélectifs et les mines antipersonnelles. À partir de ces affrontements violents la région a pu être déclarée « première zone exempte de guérilla dans le pays », initiant ainsi une phase « post-conflit » locale huit ans avant la période post-conflit nationale

le terrorisme d'État et son expression dans la région

Selon les informations fournies par Piketti (2014), la Colombie connaît actuellement des conditions d'inégalité et d'exclusion qui sont plus grandes que celles de l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Ce système a été construit et maintenu grâce au fait que l'État colombien a conçu une politique qui, transcendant les gouvernements et le peuple, a été systématiquement organisée et mise en œuvre afin de générer la terreur pour discipliner la population et légitimer son ordre politico-social. En ce sens, l'action pénale peut être menée par un État, un agent para-étatique ou extra-étatique, mais selon les lignes directrices et en conformité avec la politique de terreur de l'État. La configuration de l'État colombien en tant qu'agent terroriste repose sur trois mouvements étroitement liés : i) l'adoption de la figure de l'état d'urgence, ii) la dégradation aberrante de la discipline militaire, et iii) sa reconfiguration cooptée par le paramilitarisme.

La Colombie vit dans un état d'urgence permanent. Au cours des cinquante dernières années, aucun gouvernement national n'a échappé à son utilisation comme exercice de routine de la gestion

---

² Comme référence de l'ampleur de la situation, la population actuelle de la région est de 350 000 habitants, dans certaines municipalités il y a 437% plus de victimes dans cette période que dans la population actuelle.

publique³, les lois adoptées dans ce contexte restent en place dans des situations « normales », et les pouvoirs des institutions militaires ont dépassé et supplanté ceux des civils⁴. Ce sont les conditions de la possibilité de l'absence de coups d'État militaires dans le pays qui, avec des systèmes d'incitations perverses, ont corrompu la discipline militaire stricte, son principe d'obéissance due et les principes éthiques de l'action, se traduisant par des violations systématiques des droits de l'homme et des actions criminelles contre l'humanité. En outre, c'est à partir d'une légalité exceptionnelle, sous les auspices des États-Unis, le financement des firmes économiques et le soutien opérationnel des forces de sécurité de l'État que les groupes paramilitaires ont acquis une vie juridique et opérationnelle sur l'ensemble du territoire colombien avec des actions particulières dans certaines zones hétérotopiques.

La construction historique de la région et la configuration de ses colons (*vidas nuas*, c'est-à-dire démunis) ont permis d'exprimer l'état d'urgence permanent dans les Montes de María sous ses formes les plus atroces, sous le manteau de la légalité d'État. Protégés par une législation exceptionnelle, en vigueur depuis plus de quarante ans⁵, ils ont formé des groupes civils équipés d'armes et

---

³ Selon García (2008), entre 1970 et 1991, la Colombie a vécu sous le régime de l'état d'urgence pendant 82% du temps et, après l'approbation de la Constitution nationale de 1991, elle a été utilisée au moins six fois.

⁴ Certaines caractéristiques telles que le transfert de pouvoirs aux tribunaux militaires pour juger les crimes civils, l'usurpation de l'identité des autorités locales ou régionales par les forces militaires et l'élaboration de stratégies civilo-militaires dans le cadre desquelles les militaires dirigent les programmes des institutions civiles sont quelques exemples de la suprématie du pouvoir militaire.

⁵ Pendant cette période, la publication de normes et de lois par l'État a montré que la constitution de groupes civils armés pour soutenir les actions des forces militaires était une politique de l'État. Parmi ces règlements figure le décret 3398 de 1965, qui, étant temporaire, est devenu la loi 48 en vigueur jusqu'en 1989 ; Résolution n° 005 de 1969 du ministère de la Défense portant création des *juntas de autodefensas* (conseils d'autodéfense), reprise dans le manuel EFT-3-101 de 1982 du Commandement général de l'Armée de terre et rebaptisée en 1987 « Forces

dont la fonction était de soutenir les opérations de renseignement, d'information et de défense des forces de sécurité. Avec l'appui des éleveurs, des politiciens et des hommes d'affaires de la région, ces organisations se sont établies comme un acteur armé responsable du plus grand nombre de victimes, suivi par la guérilla et, enfin, par l'armée. Soutenus par les forces de sécurité, ils sont responsables de la grande majorité des massacres, des disparitions forcées et des assassinats ciblés, ils ont établi des centres de torture et de disparitions, et ils ont aussi établi une longue liste d'autres méthodes pour produire une terreur collective et un exercice souverain sur la vie et la mort des populations de la région. Ces méthodes, ainsi que les blocus de nourriture, de services et de produits médicaux, les détentions massives, l'enregistrement et les exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité de l'État, ont établi une tactique de terres brûlées, cherchant à enlever aux guérilleros tout ce qui leur permet d'agir et de subsister à la fois physiquement et symboliquement (Garcia, *ibid* ; CNMH, 2013).

Les actions terroristes ont été efficaces. Le pouvoir des éleveurs de bétail, des propriétaires fonciers, des hommes d'affaires et des politiciens a été consolidé avec des armes militaires et paramilitaires, ils se sont approprié des plus grandes étendues de terre, ils ont presque complètement exterminé les leaders sociaux, ils ont totalement fait disparaître les organisations et mouvements sociaux les plus importants sur le territoire, ils ont géré directement les fonds publics des administrations locales, et ils ont obtenu les principales positions dans les gouvernements municipaux, régionaux et législatifs au niveau national. La parapolitique est en train d'émerger en Colombie, et la région est identifiée comme son berceau (CNMH, 2013). Sur les 268 membres du Congrès, 199 ont fait l'objet d'une enquête et 30% ont été condamnés pour alliances avec le

---

contre-insurrectionnelles » dans la réglementation des combats de contre-guérilla. Plus récemment, en 1994, le décret-loi 356 a été promulgué, donnant naissance à 529 coopératives de sécurité rurale dans 24 départements du pays, pour lesquelles travaillaient au moins 15 300 personnes.

paramilitarisme. Au niveau régional, quelque cinquante-quatre représentants élus et dirigeants ont été détenus et/ou condamnés pour la même raison. À cet égard, la preuve judiciaire a montré que, d'une part, il ne s'agissait pas d'une cooptation commune de l'État par des illégaux pour leurs propres intérêts, mais plutôt de l'utilisation des systèmes de guerre – paramilitaires – par un grand groupe de fonctionnaires et de représentants de l'État pour maintenir leur pouvoir et « refonder la patrie », c'est-à-dire une capture inversée. D'autre part, des lois, des politiques et des programmes ont été proposés, approuvés et réglementés par les représentants et les gouverneurs associés au paramilitarisme, ce qui soulève une reconfiguration potentielle de l'action de l'État pour favoriser l'action illégale (Garay *et alii*, 2008 ; López, 2010).

Le meurtre en tant que régulateur de la politique

La triade composée de forces militaires, paramilitaires et civiles avec un pouvoir économique et politique exceptionnel dans la région, a généré l'extinction de toute expression dissidente civile et légale dans la politique régionale et une profonde transformation du soutien électoral. Dans les années 1970 et 1980, la plus grande source de dirigeants politiques et de propositions électorales alternatives était le mouvement paysan, qui était aussi le plus réprimé, avec des plans pour l'emprisonnement, les assassinats, la torture et le déplacement forcé de près de soixante-quinze de ses principaux dirigeants. Avec la disparition physique des dirigeants, le mouvement paysan a disparu, et les politiques d'ajustements radicaux de l'ouverture économique ont effacé la question de la réforme agraire de l'agenda gouvernemental.

À partir de cette situation, plusieurs groupes paysans ont, à cette époque, décidé de prendre les armes comme mécanisme de défense contre leur extermination. Des guérillas locales telles que le Courant du renouveau socialiste (CRS) et le Parti révolutionnaire ouvrier (PRT) émergent, et l'Armée de libération nationale (ELN) arrive sur le territoire, tandis que la première négociation entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) – pas encore

présentes dans la région – et le gouvernement national avance. En 1984, les FARC ont signé l'accord de paix d'Uribe avec le gouvernement. Les négociations se sont concentrées sur l'obligation de l'État de s'attaquer aux « causes objectives de la violence » telles que la pauvreté et l'exclusion sociale et politique, tandis que les guérilleros échangeaient des armes contre des urnes.

Dans le cadre de l'exécution de ces accords, les FARC, le Parti communiste colombien (PCC), différents syndicats et organisations sociales et les secteurs les plus progressistes du parti libéral forment l'Union patriotique (UP), qui en 1986 a, pour la première fois, participé aux élections, avec des résultats nationaux significatifs, mais pas au niveau régional⁶. Les castes familiales immuables de la région avaient déjà des sièges presque à vie au Congrès de la République et dans le pouvoir national et régional ils n'ont subi aucun changement de statut.

Au fur et à mesure que la popularité de l'UP croissait, son extermination physique augmentait, à moins de deux ans d'existence, 233 de ses dirigeants ont été assassinés dans tout le pays, dont un candidat à la présidence, quatre membres du Congrès, cinq députés régionaux, quarante-cinq conseillers et quatre maires municipaux, détruisant les progrès réalisés par le parti dans les processus électoraux. Comme il ne représentait pas une menace significative pour le *statu quo* politique dans la région, pendant les deux premières années, il n'y a pas eu de morts de l'UP sur le territoire. Cela a permis d'obtenir de meilleurs résultats électoraux lors des élections suivantes, alors qu'au niveau national, c'est le contraire qui s'est produit (Consejo de Estado, 2013). Avec l'amélioration des résultats des élections régionales, l'extermination de ses membres sur le territoire a commencé. Enfin, en 1994, le nombre de militants de l'UP assassinés et disparus dans le pays dépassait les 5 000, dont trois candidats à l'élection présidentielle, et dans la région toutes les

---

⁶ Avec quatorze sièges au Congrès, quatorze députés, 351 conseillers et la nomination de vingt-trois maires dans tout le pays, aux Montes de María, un seul conseiller serait élu et tout le soutien électoral a été réduit à un vote d'environ 800 voix réparties dans cinq municipalités.

traces du parti ont été complètement détruites (*El Tiempo*, 1996). La combinaison de la violence armée légale et illégale et du clientélisme a été imposée, détruisant la première proposition politique électorale de transformation dans la région et encourageant les membres de l'UP à fuir la région ou à se lier avec les guérilleros des FARC nouvellement arrivés⁷.

À la veille des élections de 1990, quatre candidats à la présidence ont été assassinés, et seulement vingt jours avant les élections, un massacre a été commis contre l'ANUC (Asociación Nacional de Usuarios Campesinos) dans la région, augmentant la méfiance des groupes de guérilla qui étaient en dialogue avec le gouvernement. Enfin, les guérilleros du M-19 ont accepté leur démobilisation et leur désarmement et le gouvernement national a appelé à la création d'une Assemblée constituante nationale (ANC). Ses triomphes électoraux et les progrès de la reconnaissance populaire en tant que force politique seraient la principale raison pour que les guérilleros locaux de CRS décident d'engager un dialogue avec le gouvernement central.

L'extermination des membres démobilisés de l'EPR (Ejército Popular Revolucionario) s'est poursuivie, dix-sept autres membres ont été assassinés alors qu'ils occupaient des postes représentatifs élus par élection populaire. Le CRS n'a réussi à participer qu'à un processus électoral, où un seul candidat a été élu et tué vingt-trois jours après son élection. Les menaces ont été efficaces, et ils le savaient grâce aux expériences déjà vécues dans la région. Face à la mort ou à l'exil, seuls ceux qui sont partis ont survécu. En 1996, la destruction presque totale du CRS et de tous les mouvements et partis démocratiques de gauche s'est produite dans la région.

---

⁷ C'est le cas de Seusis Pausivas Hernández, alias « Jesús Santrich », un militant de l'UP qui était un représentant (responsable de la défense des droits de l'État) d'une municipalité de la région et percevant la grave situation et les garanties de sécurité, a rejoint les FARC, est devenu l'un des chefs du bloc des Caraïbes et un membre de l'état-major général central de ce groupe de guérilla.

Les usages politiques des massacres : votes et reconfiguration cooptée de l'État

La loi 356 de 1994 a autorisé la création d'associations communautaires de surveillance rurale (CONVIVIR). Les narcotrafiquants, les éleveurs et les politiciens de la région ont créé et financé le fonctionnement de plusieurs de ces structures, tandis que le groupe paramilitaire des *Autodefensas Campesinas* de Córdoba y Urabá (ACCU), qui était auparavant un allié du gouvernement pour faire face au trafiquant de drogue Pablo Escobar, a fourni une assistance opérationnelle pour assurer leur expansion et leur durabilité. De cette façon, les principaux membres des gangs paramilitaires locaux se sont établis comme CONVIVIR, portant des armes à l'usage exclusif des forces militaires, soutenant les opérations de renseignement et de contre-insurrection des forces militaires. Le paramilitarisme dans le pays et dans la région a été renforcé et modernisé sur les plans financier, militaire et juridique.

En 1997, lorsque la Cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnelle la norme qui a donné vie au CONVIVIR, l'ACCU qui l'avait prévu (Mancuso, 2006, cf. Annexe 1) est devenue la structure paramilitaire la plus importante et la plus robuste du pays, et plus de soixante personnalités, dont deux maires, trois membres du Congrès, trois hommes d'affaires renommés, des éleveurs, des hauts fonctionnaires de l'État et des financiers de campagne, lui ont accordé un soutien financier et logistique pour l'établissement régional permanent de la « franchise » des héros des Montes de María des Forces d'autodéfense unies de Colombie (CSJ, 2007).

Dès le début de leurs actions, les massacres ont établi la marque de leur présence dans les territoires des Caraïbes et le *modus operandi* de pénétration, de positionnement territorial et de domination sur la population civile (FGN, 2014, cf. annexe 1). Entre 1996 et 2005, ils ont perpétré près de cinquante massacres dans la région, faisant chacun entre quatre et soixante-dix morts. Les corps et les communautés étaient le cadre d'une pédagogie de la cruauté afin d'enseigner aux personnes qui, selon les paramilitaires, avaient commis des fautes morales ou des actes contraires à leurs intérêts, de

corriger le comportement « déviant » des autres et de les empêcher de se reproduire à l'avenir. C'était un rituel de cruauté éloquent dont les « leçons » dans les communautés environnantes devaient servir à tout le pays.

Les massacres et les assassinats « instructifs » représentaient les méthodes les plus efficaces de discipline électorale menées par les AUC [Autodéfenses unies de Colombie] et capitalisées par la caste politique de la région établie à tous les niveaux de gouvernement. Suite à la reddition des armes par les AUC et jusqu'à présent, les communautés touchées par les massacres ont maintenu leur soutien électoral à ceux qui sont liés d'une manière ou d'une autre à leur processus de victimisation. Les victimes donnent leur vote à leurs propres bourreaux ou à des personnes qui leur sont éventuellement liées.

Enfin, Álvaro Uribe Vélez, porteur d'espoir pour la consolidation du projet politique paramilitaire, a été élu président de la République (AUC, 2005). Quatre jours après son entrée en fonction, le président Uribe a déclaré l'état de troubles internes – l'une des trois formes d'état d'urgence dans le pays et, un mois plus tard, il a publié le décret de 2002, qui définit deux « zones du pays qui avaient été particulièrement secouées par des activités criminelles », « où des mesures extraordinaires ont été mises en œuvre pour mettre fin aux causes des troubles à l'ordre public ». L'une de ces zones était Montes de María et les mesures mises en œuvre s'inscrivaient dans le cadre de la stratégie de *quitar el agua al pez*⁸ de la Doctrine de sécurité nationale⁹. Il s'agit notamment des blocus alimentaires et médicaux dans les zones rurales, de l'enregistrement et de la restriction de la mobilité de la population,

---

⁸ Littéralement, priver le poisson d'eau.

⁹ Basée sur la métaphore de Mao Tse Tung selon laquelle « les guérilleros, soutenus par le peuple, se développent comme des poissons dans l'eau au sein du peuple », la doctrine de la sécurité nationale a été établie comme tactique, privant la population des ressources nécessaires à la subsistance et au soutien des guérilleros, c'est-à-dire « priver le poisson d'eau », ou introduire des éléments dans leur subsistance « troubler l'eau ».

des arrestations massives sans mandat, de l'interdiction d'entrée de la presse dans la région, des forces militaires ayant des fonctions de police judiciaire, des restrictions sur les heures de travail et le remplacement des autorités civiles par les autorités militaires. Sous le couvert d'une telle présomption, les abus, les débordements et les omissions intentionnelles abondaient (OACNUDH¹⁰, 2003).

Sans paramilitaires, sans guérilleros et avec les politiciens licenciés et/ou emprisonnés, le pouvoir n'a pas changé de mains, les transformations créées au sein des institutions étatiques et au sein des communautés ont maintenu le pouvoir étatique entre les mêmes mains jusqu'à présent. Les parents des membres de la CUA et les politiciens continuent d'occuper des fonctions électives et les victimes de massacres continuent de voter pour eux. Une analyse des résultats des élections de 2010 et 2014 dans les communautés rurales qui ont été le théâtre de massacres par les paramilitaires a montré qu'entre 53% et 75% des votes exprimés ont favorisé les membres du Congrès associés aux forces paramilitaires dans la région et, par conséquent, avec les mêmes massacres dont leurs propres électeurs ont été victimes.

Le territoire a atteint les pires conditions matérielles de vie dans le pays¹¹ et le plus haut taux de victimes de massacres et de déplacements forcés¹². Presque toute cette population vivait dans l'extrême pauvreté (indigence) et sans garantie de jouissance des

---

¹⁰ Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos.

¹¹ Trois des quinze municipalités de la région figuraient parmi les dix municipalités ayant les besoins non satisfaits les plus importants du pays. Si l'on tient compte des indices de besoins essentiels insatisfaits (logement, promiscuité, services publics à domicile, scolarisation et dépendance économique), le chiffre dépassait 90% de la population.

¹² Dans le pays en 2007, 98% des familles déplacées étaient pauvres par rapport au seuil de pauvreté et 74% étaient indigentes, tandis que les familles voisines non déplacées avaient des niveaux de pauvreté et d'indigence de 88% et 40%, sans changement significatif au cours des années suivantes (Commission Nationale de suivi, 2008c, 2008b, 2009a et 2009b).

droits par l'État, ce qui a conduit la Cour constitutionnelle à déclarer l'existence d'un état de choses inconstitutionnel – toujours en vigueur. Les processus électoraux sont configurés dans le cadre de la politique de la souffrance accumulée, c'est-à-dire une politique où la cessation de la souffrance des victimes dépend de politiciens, liés aux paramilitaires, qui gèrent les entités bureaucratiques censées s'occuper du bien-être social des victimes. L'accès à l'éducation de base, aux soins et à l'alimentation des enfants, à la santé, au logement et aux programmes d'aide humanitaire, par exemple, est conditionné par la capacité des victimes d'attendre, sans résistance et en respectant les quotas électoraux. La tristesse et la honte sont fréquentes chez les victimes en raison du sentiment de trahison qu'elles ressentent lorsqu'elles soutiennent électoralement ceux qui, en lien avec leurs bourreaux, sont en mesure d'obtenir un quelconque « avantage » de l'État qui leur permettra de survivre et d'attendre.

Dans ce processus, les victimes savent qui sont les personnes à qui elles « font confiance » dans les urnes, elles sont au courant de leurs liens avec les groupes paramilitaires qui ont généré leurs souffrances les plus traumatisantes et elles reconnaissent l'importance d'établir un certain niveau de résistance aux demandes électorales du politicien ou des fonctionnaires parrainés par eux. Dans chaque communauté, un réseau de clientèle a été mis en place, dirigé par un « leader » qui joue le rôle de contact entre les officiels qui sont les amis du politicien et la communauté et qui surveille la conformité de la communauté pendant les périodes électorales. Avec cela, la condition de citoyen a été doublement niée, à la fois à cause de la victimisation primaire générée et à cause du déni de sa condition en tant que sujet de droits avec liberté d'action politique et électorale.

Mais la patience et l'attente des victimes n'a pas été passive et au sein de chaque communauté ont été construites des organisations (encore naissantes) de résistance au pouvoir établi par l'État. Les jeunes et les femmes sont particulièrement à l'avant-garde de ce processus d'organisation et de résistance. L'absence d'enfants et

d'autres possibilités d'emploi chez les jeunes et l'existence de formes particulières de victimisation, comme la violence sexuelle à l'égard des femmes, ont fait de ces secteurs les plus susceptibles de résister, de s'organiser et d'exercer un contre-pouvoir. Il convient également de noter que le processus de déplacement a transformé les familles des victimes, amoindri le rôle des hommes en tant que pourvoyeurs de la famille et a profondément réduit leur confiance en eux et dans la communauté. Cela a fourni un espace pour le renouvellement des genres et des générations.

La dépossession en tant que politique d'État et la reconfiguration violente de la structure économique du territoire a eu des conséquences dramatiques.

Avec la terreur, près de 70% des familles paysannes de la région ont été déplacées, de grandes étendues de terre et de nombreuses villes fantômes ont occupé le paysage rural. Et avec le déplacement, un processus de réaccumulation des terres par la dépossession violente et institutionnelle ainsi que la transformation des formes d'utilisation et d'exploitation a été établi. La même coalition – constituée par les forces paramilitaires, par des politiciens et des fonctionnaires de l'État ainsi que par des hommes d'affaires – a saisi et concentré la propriété des terres rurales entre ses mains, profitant des conditions de terreur et de l'appauvrissement matériel des victimes. Ce processus a été acté à travers la mise en place de trois projets immergés dans le modèle du capitalisme extractiviste et remplaçant le modèle d'économie paysanne et d'auto-subsistance.

Le premier de ces projets a émergé pendant les années de plus grande violence dans la région, lorsque l'ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement libéral (1994-1998) et son successeur dans le gouvernement conservateur national (1998-2002) se sont associés et ont installé un projet pilote de 100 hectares de palmiers africains dans la zone de plus grande disponibilité en eau de la région (Rivera, 2011). Cette activité serait portée par une politique d'État qui a émergé en 2003 à travers la loi 818 de la même année et la loi 939 de 2004, qui prévoyait des incitations, des crédits et des exonérations fiscales pour les projets agro-industriels et les

monocultures tardives. De 2002 à nos jours, la politique agricole du pays s'est concentrée sur la promotion de ces « cultures prometteuses », encourageant la culture de l'huile de palme pour le biodiesel consommé en Europe et aux États-Unis et cessant de planter des aliments pour la consommation nationale.

Le deuxième projet a été lancé un an après la démobilisation des AUC (2007). Avec les guérilleros du territoire, le président Álvaro Uribe a rencontré des hommes d'affaires de sa région pour « investir » dans les Montes de María, compte tenu des conditions particulières qui leur seraient favorables. Ce contexte a favorisé l'arrivée de commissaires privés et d'acheteurs de terres qui disposaient d'informations confidentielles provenant de banques et d'institutions publiques, ce qui leur a permis d'approcher directement ceux qui en avaient le plus besoin et de connaître le statut juridique des propriétés. Compte tenu de l'existence de mécanismes juridiques et administratifs extraordinaires qui limitent l'aliénation, l'attribution et la titularisation des terres dans les zones d'expulsion et d'accueil de la population touchée par les déplacements forcés (loi 387 de 1999), le ministre de l'Agriculture a ordonné publiquement aux personnes en charge de gérer la levée de telles mesures qui permettraient aux « honorables habitants de Medellín, amis et compagnons de leur enfance et de leur université » (Verdad Abierta, 2012, cf. annexe 1) d'acheter des terres à grande échelle. Outre les amis du ministre, parmi les bénéficiaires de ces achats figuraient des sociétés de financement de la campagne présidentielle, des membres du Congrès et des fonctionnaires proches de la présidence, ainsi qu'une longue liste de personnes et d'entreprises directement ou indirectement liées au paramilitarisme dans le pays, presque aucune n'appartenant à la région.

Les fonctionnaires locaux, des notaires, des officiers de l'État civil, de la police et des conseils municipaux ont légalisé les acquisitions frauduleuses de terrains. De cette façon, les paysans étaient incapables de faire une quelconque dénonciation, puisque ceux qui étaient dans l'obligation de recevoir et d'agir étaient les mêmes que ceux qui seraient éventuellement dénoncés. La dépossession a été

légalisée et entre 37 273 et 105 000 hectares ont été acquis et concentrés par la menace, la fraude, la violation de la loi ou du marché foncier avec des valeurs proches de 100 euros/hectare, dont 41% étaient dus aux terres distribuées par les luttes paysannes des années 1970. Une véritable contre-réforme des triomphes passés du mouvement paysan. Non seulement la propriété de la terre a changé, mais aussi son utilisation. Presque immédiatement après leur achat, les frontières électriques, auparavant absentes dans la région, les fermetures de « vraies » routes au service de la communauté et la mise en œuvre de projets forestiers et d'élevage ont transformé le paysage et la façon dont la terre a été exploitée. Avec ces projets basés sur la dépossession des paysans et l'accumulation de terres, la région est entrée sur le marché mondial du carbone et les mécanismes de développement propres créés par le Protocole de Kyoto (PODEC¹³, 2011).

Certaines organisations sociales et organisations de victimes dans le pays ont commencé un processus de dénonciation qui trouverait un écho dans les politiques de modernisation néolibérale du président nouvellement élu Juan Manuel Santos, pour qui la formalisation du bien était une condition indispensable pour une exploitation extractive efficace. Un processus de purge administrative et d'enquête sur les responsables est lancé, dissociant les fonctionnaires et engageant des procédures judiciaires pour déterminer l'existence de coercition violente et frauduleuse dans les processus d'aliénation.

Quelques mois après l'arrivée des premiers commissaires et des acheteurs de terres, la première exploration d'hydrocarbures a commencé et avec elle, le troisième projet de capitalisme extractif pour transformer l'utilisation des terres dans la région. Les trente communautés rurales incluses dans la zone d'influence de l'exploration avaient déjà été déplacées par la violence, et dans treize d'entre elles, il y a eu des massacres au cours des dix dernières années. En 2010, le nouveau président a promu l'expansion

---

¹³ Plataforma de Organizaciones de Desarrollo Europeas en Colombia.

minière et énergétique comme l'un des cinq piliers économiques du développement du pays et, dans la région, seize processus d'exploration, deux processus d'exploitation d'hydrocarbures et la concession de plus de 13 000 hectares de titres miniers ont été installés.

En 2011, en signe de la volonté de trouver une solution politique au conflit armé, le gouvernement central a promu, et le législateur a approuvé, la loi sur les victimes (loi 1448 de 2011) et a entamé des enquêtes pour la restitution des terres abandonnées et spoliées à la suite du conflit. Parmi les 276 jugements de restitution rendus dans la région à ce jour, il a été possible de prouver que :

–1 Au moins sept grandes entreprises se sont appropriées illégalement et ont concentré des terres. Au moins quinze jugements de la haute cour de la République, ont exigé la restitution des biens aux propriétaires paysans légitimes.

–2 Les terres illégalement spoliées et acquises par des sociétés ou des particuliers étrangers se trouvaient dans la zone d'influence de l'exploration et/ou de l'exploitation minière ainsi que du plus grand projet d'infrastructure routière dans les Caraïbes colombiennes (la Route du Soleil) qui a surgi après l'aliénation frauduleuse, ce qui a entraîné une forte augmentation du prix de ces terres.

–3 Parmi les acheteurs se trouvaient de hauts fonctionnaires et des membres du Congrès qui, en utilisant des stratégies légales et des hommes-liges, se sont approprié illégalement une partie de la terre.

Les organismes internationaux et la reconfiguration de l'action collective

L'ampleur de ce qui s'est passé dans la région a suscité l'intérêt d'un grand nombre d'organisations internationales et un laboratoire pour leurs politiques. Les stratégies de coopération bilatérale les plus importantes de l'Union européenne et des États-Unis ont été élaborées dans la région, ainsi que les stratégies de coopération multilatérale de différents membres du système des Nations Unies et de la Banque mondiale. La procession des

« chalecos¹⁴ » – comme on les appelait dans la région – était un phénomène qui a transformé la dynamique d'organisation et de mobilisation sociale du territoire, au moins de quatre manières : i) la construction d'identités mondialisées, ii) la transformation des pratiques organisationnelles, iii) le financement des changements économiques vers le modèle extractiviste, et iv) l'accompagnement des stratégies militaires et civilo-militaires.

Depuis les années 80 du XX^e siècle, l'État colombien cherche à tirer profit de la gestion de l'ethnicité au lieu d'œuvrer à sa disparition, comme cela s'était produit dans le passé (Gros, 1997 : 32), ce qui avait été infructueux dans la région, étant donné la nature radicale des organisations et des mouvements sociaux qui y étaient présents. Cependant, le choc et la destruction du tissu organisationnel généré par la violence ont engendré les conditions d'une reconstruction des identités collectives dans le cadre de la mondialisation et de la supériorité morale des droits de l'homme proclamés par les organisations internationales et qui seraient cohérents aux politiques néolibérales de l'État colombien.

Une organisation composée des Églises catholique et mennonite et de compagnies énergétiques et minières était la principale responsable de la gestion, avec l'aide opérationnelle et les ressources financières de l'État, de la Banque mondiale et des Nations Unies, de ces nouvelles identités politisées répondant à des canons globaux. Ces nouvelles identités politisées étaient vues comme des « identités positives » par opposition à des subjectivités localisées qui représentaient une altérité perçue comme des « identités négatives » excluant, à la demande de l'Église, les identités sexuelles. Parallèlement aux organisations très affaiblies et insolubles des peuples autochtones, des personnes d'ascendance africaine et des paysans qui ont été historiquement construits sur le territoire, des comités permanents de personnes afro-descendantes, de peuples autochtones, de femmes paysannes et de jeunes ont été

---

¹⁴ Littéralement « vestes ».

mis en place et financés dans le cadre du « redressement social » du territoire.

Une stratégie similaire serait mise en œuvre par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre d'actions civilo-militaires pour la « consolidation militaire du territoire », qui ne s'intéresse pas tant aux identités qu'aux espaces de représentation communautaire. L'USAID a formé et financé des organisations communautaires rurales et urbaines parallèles aux « conseils communautaires » qui avaient historiquement construit l'altérité, les « comités de développement et de paix » et d'autres organisations communautaires étaient en concurrence pour les ressources externes et la légitimité interne, dont une grande partie dépendait de la capacité de la communauté à résoudre les problèmes communautaires. Tant dans cette stratégie que dans la stratégie de coopération européenne, l'objectif était de transformer les pratiques organisationnelles en capacités normalisées au niveau international. Parmi les points centraux de ces changements, on peut citer les modes de gestion des ressources de la coopération internationale, les techniques de formulation des projets, l'inclusion dans le système financier ou bancaire et l'organisation juridique de la structure.

Les propositions des organisations ont été encadrées dans des plans et formes opérationnelles de coopération et de l'État, en faisant disparaître les éléments structurels des luttes sociales précédentes sur le territoire. En conséquence, leurs actions étaient perçues à l'extérieur de la région comme faisant partie des politiques de l'État et ne permettaient pas d'établir des liens étroits avec les pairs nationaux. Étant donné leur dépendance opérationnelle et économique à l'égard de la coopération européenne et américaine, à mesure que le flux économique et technique de ces pays diminuait, les actions des organisations ont diminué jusqu'à leur quasi disparition actuelle. Cependant, affaiblies par une rareté presque totale des ressources économiques pour la coopération internationale et par des stratégies parallèles de délégitimation, les comités sont toujours tenus à l'écart des stratégies de coopération institutionnelle

et de cooptation et elles sont les seules qui maintiennent actuellement un processus de mobilisation régionale.

La coopération internationale a également soutenu la transformation économique vers le modèle extractiviste. D'une part, l'une des principales cimenteries du pays, à la tête de l'organisation qui a dirigé la plus grande partie de la coopération européenne dans la région, a développé un projet de captage du CO₂ approuvé par la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, avec la plantation de la monoculture de 3 000 hectares de l'espèce forestière *Tectona grandis* (Teak) dans la région. Actuellement, trois décisions de justice ont été rendues obligeant la société à restituer les terres aux paysans parce qu'elles ont été obtenues dans le cadre de « l'exploitation de l'anxiété causée par le conflit armé », annihilant les intérêts et les droits des victimes paysannes, provoquant le déracinement, modifiant l'utilisation de la terre pour imposer des projets productifs tels que Teca (Jugement 004/2016) et attendant deux autres condamnations en cours. D'autre part, la coopération états-unienne s'est concentrée sur la production d'amidon et de bio-carburant éthanol avec une usine de transformation et la plantation de 8 000 hectares de *Manihotesculenta* (*yucca amer*), ainsi que la culture du cacao dans la chaîne de production qui se termine avec l'entreprise nationale de chocolat.

Il convient de noter que les caractéristiques de la coopération dans le domaine agricole ont été très tendues avec les organisations paysannes et autochtones de la région. Les pratiques traditionnelles des communautés rurales en matière de semences indigènes et les demandes d'utilisation de semences et de matériel végétal certifiés par les agents de développement international ont été l'un des principaux problèmes. À cet égard, les projets productifs financés par des coopérant(e)s européens ou états-unien(s) n'étaient pas sauvegardés ou centrés sur l'ethnie. Ce fait a montré, en partie, que les nouvelles identités collectives qu'ils ont promues étaient exclusivement définies en fonction de leurs intérêts, mais pas au renforcement de ces groupes comme altérité.

Conclusions

Loin des traditions analytiques eurocentrées qui lient la violence à des États faibles, défaillants ou partiels, la violence a été un élément constitutif de la formation des États latino-américains. L'imposition d'un projet hégémonique de nation a généré des espaces méprisables et des sujets auxquels des méthodes violentes extraordinaires peuvent légitimement être appliquées, tandis que ceux qui sont proches du projet hégémonique de nation favorisent une telle violence et l'exploitation qui lui est associée. En ce sens, la violence dite « légitime » de l'État moderne n'est pas répartie de manière égale sur l'ensemble du territoire et des sujets sous son pouvoir souverain.

Cet exercice de la violence étatique ne peut résulter que d'une instrumentalisation de certains sujets au sein des appareils de pouvoir et de bureaucratie. Dans ce cas, ils peuvent être considérés comme des actes de violence et/ou de terreur perpétrés par des agents de l'État, mais ils peuvent aussi être des actions systématiques qui vont au-delà du temps, des gouvernements et des sujets, cherchant à promouvoir la construction à long terme d'un modèle économique, politique, social et culturel spécifique. Dans cette situation, l'État est l'agent direct ou indirect de la terreur. Ce deuxième cas incarne le modèle d'action de l'État dans la région de Montes de María au cours des trois dernières décennies.

Pour l'affaire examinée, l'organisme de lutte contre le terrorisme d'État a fait preuve d'au moins trois éléments de différenciation. Le premier était sa présence et son intensité différenciée sur les territoires et les sujets en fonction de la présence/absence différentielle de l'État. Un deuxième élément consiste dans le fait que la terreur est fondamentale mais insuffisante dans le processus de normalisation ; elle a nécessité une mise en scène de la mort et de la souffrance qui a permis la construction d'une pédagogie de la cruauté exemplaire pour des populations entières. Enfin, pour commettre un acte de terreur, il faut des mécanismes légitimes de souveraineté sur les corps d'autrui, ainsi que la déshumanisation des victimes; ces mécanismes peuvent être

historiquement construits comme la racialisation ou la stigmatisation d'une région, ou dans un court laps de temps comme ceux qui découlent de l'imputation d'un acte punissable.

Au moins trois caractéristiques des hétérotopies modernes/coloniales – comme Montes de María – leur confèrent un caractère spécial dans l'étude de l'action de l'État en tant qu'agent de la terreur : i) la recherche ethnographique de l'État en dehors des limites de son pouvoir, permet d'analyser les formes de planification territoriale et sociale des « sociétés sans État » et leur relation avec le modèle libéral imposé, qui doit exiger la reconnaissance d'autres formes d'organisation de l'altérité ; ii) elle permet de connaître la nature même de l'État sans les facteurs de conditionnement déontologique, juridique et politique qui le régulent dans des contextes de respect facile. Et, enfin, iii) elle permet de déstabiliser certains éléments théoriques constituant l'État moderne, comme son principe de rationalité universelle de la violence légitime, en les confrontant à d'autres formes d'ordre sociopolitique autant sinon plus efficaces.

Le seul but de l'État comme agent terroriste n'est pas d'établir son pouvoir souverain sur les populations et les territoires sous sa juridiction légale, mais aussi de fournir des conditions favorables à la mise en œuvre d'engagements économiques, moraux et politiques proches de sa conception hégémonique. Ceci se fait à son propre détriment en tant qu'État, mais aussi au préjudice du bien-être des citoyens et de la destruction des ressources naturelles de son territoire. En définitive les bénéficiaires de la mise en œuvre de cette terreur sont des acteurs individuels et corporatifs aux niveaux local et international, qui gèrent les populations précaires et la richesse du territoire, exploitant en leur faveur la main-d'œuvre bon marché et les ressources naturelles ayant une grande valeur d'échange pour les sociétés situées au centre du pouvoir national ou international. La gestion de la terreur et de ses conséquences font donc partie de la machinerie globale du système capitaliste et néoextractif.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

EL TIEMPO., 1996. “Las Balas Espantaron a la UP de Sucre”, 11 mai.

CENTRO DE MEMORIA HISTÓRICA (CMH), 2009. *Informe El Salado : Esa Guerra no Era Nuestra*. Bogotá, CMH.

CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTÓRICA (CNMH), 2013. *¡Basta ya! Colombia - Memorias de Guerra y Dignidad*. Informe General. Bogotá, Presidencia de la República.

COS - PACC., 2011. *ARGOS en los Montes de María. La Lucha Contra el Cambio Climático Como Herramienta para la Legalización del Despojo, el Control Territorial y la Imposición de Megaproyectos Agroindustriales ?* Informe disponible en <http://www.carbontradewatch.org/downloads/documents/ColombiaMDL.pdf>

FOUCAULT M., 1984. « Des espaces autres », *Architecture, Mouvement, Continuité*, 5 (octobre) : 46-49.

GARAY L., SALCEDO E., LEÓN-BELTRÁN I. & GUERRERO B., 2008. *La Captura y Reconfiguración Cooptada del Estado en Colombia*. Bogotá, Método, Avina, Transparencia por Colombia.

GARCÍA M., 2008. “Un País de Estados de Excepción”, *Diario el Espectador*, Edición del 11 de octubre.

GROOM M., ELIZABETH G. & TOWNSEND P., 2008. “Biofuels and Biodiversity: Principles for Creating Better Policies for Biofuel Production”, *Conservation Biology*, 602-609.

GROS C., 1997. “Indigenismo y Etnicidad: el Desafío Neoliberal”, en **URIBE M. y RESTREPO E.**, *Antropología en la Modernidad*. Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología: 13-60.

HERRERA G., CUMPLIDO V., 2015. *Implicaciones de la Palma de Aceite en la Estructura Productiva Agrícola y la Seguridad Alimentaria del Municipio de María la Baja-Bolívar*. Tesis de máster en Desarrollo y ambiente, Universidad Tecnológica de Bolívar, Cartagena de Indias.

JIMÉNEZ L., 2017. *El Panorama del Sector Agropecuario en el Municipio de Marialabaja -Bolívar*. Documento de investigación, n°31. Cartagena, Cedetrabajo capítulo Cartagena.

- LÓPEZ C., 2010. *Y Refundaron la Patria... De Cómo Mafiosos y Políticos Reconfiguraron el Estado Colombiano*. Bogotá, Random House Mondadori.
- MEISEL A., 1980. “Esclavitud, Mestizaje y Haciendas en la Provincia de Cartagena: 1533-1851”, *Revista Desarrollo y Sociedad*, 4.
- OCAMPO J., 1998. *Historia Económica de Colombia*. Bogotá, Tercer Mundo Editores, Fedesarrollo.
- PÉCAUT D., 2004. “Hacia la Desterritorialidad de la Guerra y la Resistencia a la Guerra”. en *Red de Estudios de Espacio y Territorio (RET), Dimensiones Territoriales de la Guerra y la Paz*. Bogotá, Universidad Nacional de Colombia : 23-36.
- PÉREZ D., ANGÚLO G. & BLANCO R., 2014. *Perfil Productivo. Municipio de María la Baja*. Bogotá, PNUD.
- PÉREZ J., 2010. *Luchas Campesinas y Reforma Agraria: Memorias de un Dirigente de la ANUC en la Costa Caribe*. Bogotá, Punto Aparte Editorial, Grupo de Memoria Histórica, CNRR.
- PIKETTY T., 2013. *Les capitales au XXI^e siècle*. Paris, Éditions du Seuil.
- POSADA E., 1998. *El Caribe Colombiano. Una Historia Regional (1870-1950)*. Bogotá Banco de la República, El Áncora Editores.
- RIVERA D., 2011. “Palma Aceitera y la Seguridad Alimentaria en Maria La Baja, Montes de María. 2000-2008”, *Observatorio de la Economía Latino americana*, 157.
- TOVAR H., 1987. “La lenta Ruptura con el Pasado Colonial (1810-1850)”, en OCAMPO J (ed), *Historia Económica de Colombia*. Bogotá, Fedesarrollo - Siglo XXI : 91-94.
- VELÁSQUEZ E., 2016. *Implicaciones de los Cultivos de Palma sobre los Cambios del Suelo para la Producción Agrícola Local de Alimentos en el Municipio de María la Baja entre 2009 – 2014*. Tesis de Máster en Seguridad Alimentaria y Nutricional, Universidad Nacional de Colombia.
- ZAMOSC L., 1990. “Luchas Campesinas y Reforma Agraria: La Sierra Ecuatoriana y la Costa Atlántica Colombiana en Perspectiva Comparativa”, *Revista Mexicana de Sociología*, 52(2) : 125-180.

ANNEXE 1 – Documents et déclarations officiels et judiciaires

Declaración de la Alta Comisionada de Naciones Unidas para los Derechos Humanos Mary Robinson ante el 58 período de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas, 18 de abril de 2002.

Consejo de Estado (CE), Sala de lo Contencioso Administrativo, Sección Quinta, *sentencia del 4 de julio de 2013*. Radicación N°: 11001-03-28-000-2010-00027-00. Valencia, C.P. Susana Buitrago.

Comisión Interamericana de Derechos Humanos. *Prada González y Bolaño Castro vs. Colombia*, Caso 11.710, Informe de admisibilidad N° 84/98.

Fiscalía General de la Nación (2014), Ficha de Relatoría, Número del Proceso: 11 001 22 52 000 2014 00027.

Procuraduría General de la Nación PGN., 2004. Estados de Excepción. *Informe Especial de las Zonas de Rehabilitación y Consolidación*.

Declaraciones de Salvatore Mancuso – jefe máximo de las Autodefensas – en la audiencia del 19 de diciembre de 2006 (Audio).

Declaración en versión libre de Castillo Peralta en la audiencia del 15 de mayo de 2007, tomadas del Proceso n° 32805 sentencia contra el Exsenador Álvaro García Romero por la Corte Suprema de Justicia

Declaración de Uber Enrique Bánquez alias “Juancho Dique” en la audiencia del 17 de noviembre de 2011 (audio)

Verdad Abierta. (2012, noviembre 29). Andrés Fernández - Ministro de Agricultura. (Archivo de video). Consulté sur <https://www.youtube.com/watch?v=BOLkRONqSjc>

Pacto de Ralito. Documento Confidencial y Secreto. Disponible sur http://static.iris.net.co/semana/upload/documents/Doc-1367_20071119.pdf

AUC., 2005. “Pensamiento Social y Político del Bloque Central Bolívar de las Autodefensas Unidas de Colombia. Un Aporte Reflexivo en el Arduo Camino Hacia la Luz”. Edition clandestine.

Résumé

La construction raciale de la région de Los Montes de María dans les Caraïbes colombiennes a généré une discontinuité dans la cartographie du projet occidental moderne dans le pays, devenant un territoire caractérisé par la résistance aux institutions et la subversion des puissances hégémoniques nationales et donc soumis à une violence extraordinaire à des fins normalisantes. Au cours des trois dernières décennies, les niveaux de violence et de cruauté contre la population se sont intensifiés d'une manière inhabituelle, ce qui en fait l'un des territoires les plus violents du pays et le premier à être pacifié. La confluence de l'action de l'État, des entreprises privées, des forces paramilitaires, des propriétaires fonciers locaux et des organisations internationales a permis une transformation radicale de la région, l'insérant dans le système capitaliste néo-extractif, éliminant les mouvements sociaux de l'altérité et faisant disparaître toute alternative politique démocratique de gauche. Décrire ces transformations, les acteurs impliqués et les dispositifs utilisés dans ce processus est le but de cet article, étant le produit initial d'un travail ethnographique.

Mots-clefs : Hétérotopie, Los Montes de María, normalisation, construction raciale du territoire.

Summary

Los Montes De María: A Colombian Heterotopia in the Face of Violence

The racial construction of the Los Montes de María region in the Colombian Caribbean has generated a discontinuity in the cartography of the country's modern western project. It has become a territory characterized by a resistance to institutions and the subversion of national hegemonic powers and therefore has been subject to extraordinary violence for normalizing purposes. In the last three decades, the levels of violence and cruelty against the population have intensified in an unusual manner, making it one of the most violent areas in the country and the first to be pacified. The confluence of state action, private companies, paramilitary forces, local landowners and international organisations has achieved a radical transformation of the region, inserting it into the neo-extractive capitalist system, eliminating social movements of alterity and erasing any left-wing, democratic political alternative. As the initial product of an ethnographic study, this article's aim is to describe such transformations, the actors involved and the tactics used for this process.

Key-words: Heterotopy, Los Montes de María, normalisation, racial construction of territory.

* * *